



PROGRAMME DU COLLOQUE

LES ROMS ONT DES DROITS : AGIR, C'EST POSSIBLE !

12 décembre 2013

9h30-17h30

9h30-10h : Café d'accueil

10h-10h30 : Ouverture

Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris

Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Nadia Doghramadjian, secrétaire générale adjointe de la LDH

10h30-11h : Qui sont les Roms ? Etat des lieux

Martin Olivera, anthropologue, membre de l'Observatoire européen Urba-Rom

11h-12h30 : Table ronde « Les initiatives en Europe »

Modérateur : Vincent Rebérioux, vice-président de la LDH

◇ La vision européenne

Philippe Goossens, Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH)

◇ L'Alliance européenne des villes et des régions pour l'inclusion des Roms, le Conseil de l'Europe et le programme Romact

Olivier Terrien, responsable du projet Romact et chef de la Taskforce

◇ L'insertion des Roms en Europe

Gabriela Hrabanova, Policy Coordinator, European Grassroots Organisations Network (Ergo)

◇ Agir en Roumanie

Thomas Ott, chargé des programmes en Roumanie, Villes en transition-ITD Monde

12h30-13h30 : Repas

Colloque organisé en partenariat avec



Maison de l'Europe de Paris

13h30-15h30 : Table ronde « Les initiatives en France des associations citoyennes et des collectivités territoriales »

Modératrice : Maryse Artiguelong, membre du Comité central de la LDH

◇ L'expérience des municipalités

L'exemple d'Indre, Gilles Ollivier, directeur de cabinet du maire d'Indre

L'exemple de Bordeaux, Alexandra Siarri, chargée de la lutte contre les nouvelles précarités, ville de Bordeaux

◇ Le soutien d'un conseil général : l'exemple du Val-de-Marne

Marc Nectar, chef de projet insertion logement Roms

◇ L'appui d'un conseil régional : l'exemple de la région Nord-Pas-de-Calais

Majdouline Sbai, vice-présidente en charge de la citoyenneté, de la coopération décentralisée et des relations internationales

◇ La scolarisation, une étape essentielle

Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE)

◇ La médiation sanitaire, pour améliorer l'accès aux soins et à la prévention

Joséphine Téoran, coordinatrice du programme national de médiation sanitaire (Ašav)

15h30-15h45 : Présentation des outils proposés par la LDH

Vincent Rebérioux, vice-président de la LDH

15h45-17h : Roms, quelle place dans notre société ?

Modérateur : Dominique Guibert, vice-président de la LDH

◇ Fin des mesures transitoires, quelle incidence ?

Manuel Demougeot, directeur de cabinet, Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)

◇ L'insertion dans les sociétés locales

Jacques Salvator, maire d'Aubervilliers

Claude Reznik, maire-adjoint de Montreuil, délégué aux populations migrantes

◇ Roms et citoyenneté

Guillaume Lardanchet, porte-parole du Collectif national droits de l'Homme Romeurope

17h : Conclusion et remerciements

Dominique Guibert, vice-président de la LDH

Présentation des intervenants

Martin Olivera

Anthropologue, membre de l'Observatoire européen Urba-Rom

Docteur de l'université Paris Ouest-Nanterre, il a notamment publié *Roms de Roumanie : la diversité méconnue* (Études tsiganes n° 38, 2009), *La Tradition de l'intégration, une ethnologie des Roms Gabori dans les années 2000* (Petra, 2011), et l'ouvrage *Roms en (bidon)villes : quelle place pour les migrants précaires aujourd'hui ?* (Ed. Rue d'Ulm-Presses de l'École normale supérieure).

Il est membre de l'Observatoire européen Urba-rom (fondé en 2009) qui s'intéresse aux politiques publiques en direction des groupes désignés comme Roms/Tsiganes et des processus de catégorisation qui sous-tendent ces politiques, tout en examinant de près les stratégies et les pratiques d'intégration qui sont d'abord le fait des populations elles-mêmes.

Il est également formateur en Seine-Saint-Denis auprès des professionnels du secteur social (association Rues et Cités).

En savoir plus : www.sciencespo.fr/urbarom

Table ronde : Les initiatives en Europe

Philippe Goossens

Ancien membre du bureau exécutif de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme, Philippe Goossens a participé à la rédaction du rapport de l'AEDH (octobre 2012) sur *Les Roms en Europe au 21^{ème} siècle : violences, exclusions, précarité*. Il est aussi l'auteur de l'ouvrage *Les Roms : dignité et accueil*, publié en 2011 aux éditions L'Harmattan. Il y témoigne de son expérience (à Massy, avec l'association Imediat) et fait un certain nombre de propositions en lien avec l'accueil et l'accompagnement des familles roms installées dans les périphéries de nos villes. Beaucoup de thèmes y sont abordés, dont celui de la scolarisation.

Il recense par ailleurs les chiffres des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms étrangers en France depuis le 1^{er} janvier 2010, publiés trimestriellement conjointement par la LDH et l'European Roma Rights Center (ERRC).

Olivier Terrien *

Responsable du projet Romact et chef de la Task force de l'Alliance européenne des villes et des régions pour l'inclusion des Roms

L'Alliance européenne des villes et des régions pour l'inclusion des Roms a été créée début 2013 par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. A l'heure actuelle, elle regroupe 120 villes et régions de 27 pays. Son activité principale est de mettre en œuvre le projet conjoint entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne intitulé Romact, qui vise à renforcer la capacité des autorités locales et régionales, à développer et mettre en œuvre des plans et des projets favorisant l'inclusion des Roms.

* Expérience présentée dans le recueil d'expériences

Gabriela Hrabanova

Policy Coordinator, European Grassroots Organisations Network (Ergo)

Le réseau Ergo a pour objectif la défense des citoyens Roms en Europe, par la construction d'un réseau actif et efficace dans lequel les Roms participent. Ce réseau aborde les questions de stigmatisation et de discriminations, plaide en faveur de politiques de soutien efficaces et pour la fin des politiques d'exclusion. Il collabore avec de nombreux partenaires institutionnels et associatifs.

Gabriela Hrabanova présentera des exemples de projets d'insertion menés dans des pays de l'Union européenne.

En savoir plus : www.ergonetwork.org/ergo-network

Thomas Ott *

Chargé des programmes en Roumanie, Villes en transition-ITD Monde

Anthropologue de formation, Thomas Ott travaille comme chargé des programmes en Roumanie pour Villes en transition-ITD Monde. Cette association lyonnaise intervient en Roumanie depuis 2004. Elle met en œuvre le partenariat de coopération décentralisée entre la Communauté urbaine du Grand Lyon, la Ville de Tinca et le Département de Bihor (nord-ouest de la Roumanie), lancé en 2011.

Table ronde : Les initiatives en France des associations citoyennes et des collectivités territoriales

Gilles Ollivier *

Directeur de cabinet du maire d'Indre (44)

Plusieurs familles sont accueillies depuis 2009 par la commune d'Indre, près de Nantes. Suite à l'installation d'environ 150 Roms, dont les lieux de vie avaient été évacués, le maire, Jean-Luc Le Drenn, a en effet refusé l'expulsion et décidé d'accueillir ces familles le temps nécessaire à leur stabilisation.

Alexandra Siarri *

Chargée de la lutte contre les nouvelles précarités, ville de Bordeaux

La mairie de Bordeaux met en place plusieurs projets pour l'insertion des populations roms vivant en squat. Elle a notamment recruté en 2011 deux médiateurs sociaux qui interviennent dans les squats occupés par des personnes majoritairement bulgares.

Marc Nectar *

Chef de projet insertion logement Roms, conseil général du Val-de-Marne

Depuis une dizaine d'années, le conseil général du Val-de-Marne accompagne une soixantaine de familles, soit 208 personnes, dont 102 enfants, vers l'hébergement, l'accès aux droits et l'insertion professionnelle.

** Expériences présentées dans le recueil d'expériences*

Majdouline Sbai *

Vice-présidente en charge de la citoyenneté, de la coopération décentralisée et des relations internationales, conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, bien qu'il n'ait pas de compétences légales et explicites sur la question des squats et bidonvilles, a su trouver une entrée qui lui permet d'être présent et de soutenir l'action de collectifs engagés auprès des populations roms.

Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE) *

En septembre 2009, le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation s'est constitué pour dénoncer la situation scandaleuse et méconnue de ces enfants.

Il organise des campagnes d'information et de sensibilisation du grand public sur les obstacles à la scolarisation des enfants allophones vivant en France en situation de grande précarité et notamment dans des bidonvilles et squats, ainsi que des actions de plaidoyer. Le Collectif réalise également des outils d'information et de formation.

Joséphine Téoran *

Coordinatrice du programme national de médiation sanitaire (Ašav)

A travers la mise en place d'actions de médiation en santé publique, le programme national de médiation sanitaire, interassociatif, vise l'amélioration de l'accès aux droits, à la prévention et aux soins des populations en situation de précarité par une meilleure intégration dans le système de droit commun.

Roms, quelle place dans notre société ?

Manuel Demougeot

Directeur de cabinet de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)

Après avoir été directeur du cabinet du ministre délégué à la promotion des chances Azouz Begag, Manuel Demougeot est depuis 2008 directeur de cabinet du préfet Alain Régnier à la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal).

La Dihal est une délégation du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement. Elle essaie d'amener les personnes sans abri le plus rapidement vers le logement, et si elles s'insèrent professionnellement, de les conduire vers un « logement de stabilisation ». Elle a été chargée par le Premier ministre en 2012 d'accompagner la mise en œuvre de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites.

** Expériences présentées dans le recueil d'expériences*

Jacques Salvator

Maire d'Aubervilliers (93)

Maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) depuis mars 2008, Jacques Salvator est également vice-président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune.

Depuis plusieurs années la municipalité d'Aubervilliers accueille des familles roms. Créé en 2007, un village d'insertion propose une vingtaine de logements. Une association, l'ALJ 93, gère le village et accompagne les foyers. Outre la scolarisation des enfants et l'accès à l'emploi des parents, le relogement des Roms dans un habitat ordinaire reste la finalisation du projet.

La région a investi 500 000 euros dans le projet, le reste, soit 460 000 euros, étant fourni par la ville d'Aubervilliers et la communauté d'agglomération de Plaine-Commune.

Claude Reznik

Maire-adjoint de Montreuil (93), délégué aux populations migrantes

Adjoint en charge des populations migrantes et de la coopération internationale et conseiller communautaire Est-Ensemble, Claude Reznik est en charge du dossier « Roms » à la municipalité de Montreuil (Seine-Saint-Denis).

En 2008, la Mairie a décidé, suite à l'incendie du principal squat de la ville, de faire accompagner les 350 sinistrés au sein d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (Mous) : la plus grande de France. Avec le concours de l'Etat, de la région et du département, cette Mous stabilise un hébergement provisoire : chaque personne a été relogée dans deux campements sécurisés du haut Montreuil.

L'hébergement s'accompagne d'un suivi social par deux associations missionnées (Rues et Cités et ALJ93), dans l'accompagnement scolaire des enfants en quasi totalité scolarisés, l'accès à la santé, aux droits, l'apprentissage du français, la formation professionnelle et la recherche d'emploi.

Guillaume Lardanchet

Porte-parole du Collectif national droits de l'Homme Romeurope

Guillaume Lardanchet est le porte-parole du CNDH Romeurope. Ce collectif est composé d'associations nationales et locales ainsi que de comités et collectifs de soutien locaux, qui agissent pour la défense des droits des Roms d'Europe de l'Est en France. Il a pour objectif principal de favoriser le respect des droits fondamentaux pour les Roms migrant en France et leur inscription dans le droit commun. Pour cela, il vise à lutter contre toutes les formes de discrimination et le racisme spécifique dont ces personnes sont victimes dans un contexte de migration. Il constitue à la fois un observatoire du respect des droits fondamentaux, une plateforme d'échange et de confrontation des expériences pour les citoyens et acteurs associatifs impliqués, et une structure militante qui a vocation à interpeller les responsables politiques et institutionnels à l'échelle nationale et européenne et à mener des luttes pour la défense du droit des personnes.

Guillaume Lardanchet est également directeur de l'association Hors la rue, qui mène une action auprès des mineurs étrangers, principalement d'origine roumaine, en situation d'errance, d'isolement et/ou de danger en région parisienne.